



## Confinement: si les élèves sont revenus, l'école a réussi l'exploit d'aggraver encore les inégalités

Alors que le premier semestre se termine, plus aucun doute: les 500 000 élèves perdus de vue par l'Éducation nationale lors du premier confinement sont bel et bien de retour. Mais le diable se cache dans les détails. Inégalités aggravées, voie professionnelle délaissée, etc. Mediapart dresse le vrai bilan. France

En septembre, Marie-Hélène Plard, directrice d'une école maternelle en Seine-Saint-Denis, a vu revenir les quatre élèves dont les familles, dans des situations sociales très difficiles, n'avaient donné aucune nouvelle durant le premier confinement. Laurent Hisquin, professeur dans un lycée professionnel à Avignon, constate, «surpris», que ses élèves sèchent moins les cours que l'an dernier à la même période.

Contre toute attente, les «décrocheurs» – ainsi qu'ont été désignés par Jean-Michel Blanquer et plusieurs médias les élèves perdus de vue par leurs enseignants entre les mois de mars et mai derniers – sont en grande partie revenus dans le giron de l'Éducation nationale depuis septembre, assurent tous les observateurs interrogés par Mediapart, alors que le recul est désormais suffisant.

Même dans le département de Seine-Saint-Denis, le chiffre de 4 000 écoliers manquants, qui avait circulé début septembre, était en fait une «erreur», a depuis assuré l'académie de Créteil au Parisien. Seuls 170 élèves ne se sont pas réinscrits dans le département, «sans doute à cause de déménagement tardifs», a indiqué l'institution.

Mieux, les élèves reviennent souvent avec plus d'entrain : «Les jeunes étaient contents de reprendre, de retrouver un semblant de vie sociale», explique Muriel, professeure dans un collège en Dordogne. Le confinement du printemps aurait même provoqué chez certains un électrochoc, assure Françoise Sturbaut, proviseure d'une cité scolaire à Paris : «Des élèves qui étaient pris par le cannabis me disent faire très attention cette année. Ils ont peur de gâcher leurs années lycée. Deux ans de suite à ne rien faire, ça fait beaucoup...»

Le décrochage scolaire concentrait pourtant les inquiétudes à la rentrée de septembre, Jean-Michel Blanquer en ayant fait «la première des priorités». 6 % des élèves dans le premier degré et 10 % dans le second degré n'ont en effet pas donné de nouvelles à leurs enseignants durant le premier confinement, selon une enquête de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp), qui dépend du ministère de l'éducation nationale. Jean-Michel Blanquer estimait, lui, que l'institution restait sans nouvelles de 4 % des élèves, soit 500 000 d'entre eux, à la fin du confinement.

Le terme de «décrocheur» est cependant mal choisi pour désigner les enfants et adolescents avec lesquels le contact a été rompu, puisqu'ils étaient toujours scolarisés, souligne Thierry Berthet, directeur de recherches au CNRS et spécialiste de la question. Les écoliers et la plupart des collégiens sont, par leur âge, soumis à l'instruction obligatoire.

«Comment pourrait-on dire qu'un élève de 4 ans est décrocheur?», s'agace le chercheur.

Le phénomène dispose d'une définition claire sur le site de l'Éducation nationale : il s'agit du processus conduisant des jeunes «à quitter le système de formation initiale sans avoir obtenu une qualification équivalente au baccalauréat, ou un diplôme à finalité professionnelle de type certificat d'aptitude professionnelle (CAP)». «Si on peut parfois pointer le rôle de l'institution scolaire, c'est souvent aux élèves et à leurs familles que l'on renvoie la responsabilité du décrochage, explique Thierry Berthet. Or, pendant le confinement, ce sont les écoles qui ont fermé.»

Entre 2019 et 2020, en tout cas, le phénomène de décrochage, le vrai, a bien décliné, en particulier dans la voie professionnelle, de loin le secteur de l'éducation nationale le plus concerné ces

dernières années. En fin de première année de CAP, seuls 13 % des élèves ont quitté le système scolaire en 2020, contre 19 % l'année passée, d'après des données de la Depp publiées en novembre. Une proportion qui est passée de 10 % à 8 % pour les élèves de seconde professionnelle.

«Ceux qui ont décroché étaient, pour la plupart, déjà en rupture scolaire avant le confinement. Au contraire, ceux qui n'étaient pas particulièrement absents avant sont souvent revenus au lycée, et avec plaisir», indique Pascal Vivier, secrétaire général du Snetaa-FO, premier syndicat de professeurs de lycée professionnel. Selon lui, jusqu'à 50 % des élèves de CAP avaient cessé de répondre à leurs enseignants au printemps.

«Très surpris» par l'ampleur de la baisse constatée par la Depp, le responsable syndical tente de trouver des explications : «Les élèves n'ont pas pu être dégoûtés par l'école car ils ont moins été en lien avec elle. Ils ont peut-être aussi constaté la pénibilité à rester chez eux et ont réalisé qu'aller au lycée peut être sympa.»

Il faut dire que les conditions du confinement ont souvent été plus difficiles pour les élèves de la voie professionnelle, issus de familles moins favorisées que leurs camarades de lycée général et technologique. «Beaucoup d'élèves me disent : "On est quand même mieux à l'école." Je les sens plus motivés maintenant qu'avant le mois de mars», relate Stéphane, qui enseigne dans un lycée professionnel de l'académie de Strasbourg. Avec le reconfinement, «les conditions à l'extérieur sont pénibles, ils n'ont plus vraiment de raisons de sécher les cours», ajoute Laurent Hisquin, qui est responsable du Snetaa-FO dans le Vaucluse.

Pour le ministère, «les efforts en lycée professionnel pour lutter contre un possible décrochage suite au confinement semblent avoir porté leurs fruits». «Dès le début du confinement, nous avons essayé de mettre en place tout ce que nous pouvions pour éviter une déperdition d'élèves, témoigne Sofia Sessa, coordinatrice réseaux pour la mission locale de décrochage scolaire dans l'académie d'Aix-Marseille et responsable académique du Snuep-FSU, autre syndicat de la voie professionnelle. Nous avons organisé des réunions pour évoquer le cas de jeunes que nous n'arrivions pas à joindre. Tout le monde a mis la main à la pâte et, dans l'ensemble, nous avons réussi à tous les contacter. Cela explique probablement pourquoi nous n'avons pas perdu tant d'élèves que ça.» L'obligation de formation pour les jeunes de 16 à 18 ans, entrée en vigueur en septembre, devrait de plus conduire à mieux identifier et accompagner les décrocheurs.

En outre, le versement de 1,5 million d'heures supplémentaires aux établissements scolaires a été annoncé par le ministre lors de la rentrée scolaire pour renforcer l'accompagnement personnalisé et l'aide aux devoirs jusqu'en décembre. Sur ce sujet, plusieurs organisations syndicales sont circonspectes : Pascal Vivier (du Snetaa-FO) assure que des établissements n'ont pas vu ces moyens arriver et que certains n'ont pas pu s'en saisir, faute de place dans l'emploi du temps des enseignants. «Ces heures devraient quasiment toutes avoir été utilisées» d'ici la fin décembre, rétorque le ministère.

Des écarts accrus avec l'éducation prioritaire

«Les apprentissages des élèves [de CP et de CE1] et plus particulièrement des plus fragiles d'entre eux ont été affectés» par la crise sanitaire, reconnaît en revanche le ministère. Les premiers résultats de l'édition 2020 des évaluations nationales standardisées que passent tous les élèves entrant en CP et en CE1 depuis 2017, rendus publics début novembre, sont en baisse par rapport à l'année passée. Pire : l'écart entre les élèves relevant de l'éducation prioritaire renforcée (REP+) et les élèves hors éducation prioritaire augmente nettement.

Les résultats des évaluations passées en début de 6 e sont plus étonnants, car révélateurs d'une hausse de niveau par rapport à 2019, et ce, même en éducation prioritaire. Le ministère avance «l'autonomie acquise par les élèves» comme piste explicative et le fait que «les compétences évaluées en début de 6 e concernent des compétences progressivement acquises et régulièrement mobilisées depuis le début du CM2».

Le retard de quelques mois pris dans les apprentissages n'alarme pas outre mesure Marie-Hélène Plard, puisque «cela se lisse sur une scolarité». La directrice d'école, également co-secrétaire départementale du Snuipp-FSU, premier syndicat de professeurs des écoles, s'inquiète en

revanche de changements de comportements chez ses élèves, qui ont « beaucoup plus de mal à se poser, à se concentrer ».

Malgré le retour en classe de la majeure partie des élèves, la crise sanitaire semble aussi avoir poussé quelques familles à garder leurs plus jeunes enfants à la maison. Une enquête de la Depp parue le 13 novembre fait apparaître une légère baisse du taux de scolarisation des élèves de 3 et 4 ans entre 2019 et 2020 (passant respectivement de 97,2 % à 96,7 % et de 99,9 % à 99,5 %). Alors même qu'il devrait augmenter en toute logique, l'instruction obligatoire ayant été abaissée à 3 ans en 2019.

Par ailleurs, les élèves de troisième sont plus nombreux à avoir choisi de poursuivre en seconde générale et technologique au détriment de la voie professionnelle, selon d'autres données publiées par la Depp en novembre. Si le conseil de classe émet un avis sur l'orientation à l'issue de la troisième, c'est en effet à la famille et à l'élève que revient le choix final. Le passage de la troisième à la seconde générale et technologique augmente ainsi de 1,4 % entre 2019 et 2020, quand le passage de la troisième à la voie professionnelle (en seconde ou en première année de CAP) diminue de 0,6 %.

L'évolution inquiète cette principale de collège en Lozère, qui préfère rester anonyme :

« Les autres années, nous arrivions à travailler davantage l'orientation des élèves. Nous les envoyions faire de petits stages dans des établissements professionnels, nous faisons venir des entreprises et des artisans dans l'établissement. Cette année, il nous a manqué trois mois importants. » Ce qui fait craindre à Françoise Sturbaut « une baisse du niveau dans les classes de seconde générale et technologique », en raison de l'arrivée d'élèves au niveau trop fragile pour y réussir.

Malgré les données encourageantes en termes de décrochage, à l'Association de la fondation étudiante pour la ville (Afev), qui propose du mentorat étudiant à des jeunes en difficulté, on ne se réjouit pas encore. « Il est trop tôt pour dire "ouf" », met en garde Eunice Mangado-Lunetta, directrice des programmes, qui rappelle que le décrochage est un processus « au long cours ». Elle observe, depuis le printemps, « des familles tomber dans la précarité. Elles ne sont alors plus très disponibles pour se mobiliser sur le parcours scolaire de leurs enfants ».

Un article de l'OCDE, paru en juin, cherchait déjà à attirer l'attention sur les conséquences à long terme de la fermeture des écoles plutôt que sur les pertes d'apprentissage à court terme, « dont l'impact pourrait s'estomper le temps que les élèves terminent leur scolarité ». Le retard cumulé par certains pourrait ainsi entraîner une « démotivation » ou un « fléchissement de leurs aspirations » sur le temps long. « Il va y avoir des dégâts, anticipe Sofia Sessa. Et cela va se faire sur plusieurs générations. »